

E BONHEUR SANS RÉVOLTE

E JEUNE
KARL
MARX

DE RAOUL PECK
DIEHL

CREDI AU CINÉMA

Humanité

GOETHE
INSTITUT

philosophie

cinéma

67^e sélection officielle

de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) fait gagner 15 000 euros par million possédé. Par exemple, le rapport montre que, pour une fortune de 46,1 milliards d'euros (soit 2,6 millions d'années de Smic) équivalente à celle de Bernard Arnault, cette mesure fiscale pourrait représenter un cadeau de 553,2 millions d'euros. Enfin, s'il payait l'ISF... Soit, pour ce seul exemple, un manque à gagner pour l'État de 1,5 fois le montant de la baisse des APL dont bénéficient pourtant 6,5 millions de foyers. « Entre la réforme de l'ISF et la taxation unique sur les revenus du capital, ce gouvernement rend 7 milliards d'euros d'un coup aux plus riches, dont 5 milliards au 1 %, poursuit Manon Aubry. C'est une accélération inédite des politiques fiscales injustes qu'on connaît depuis ces vingt dernières années. » Car, plus les contributions progressives sont sabordées, plus la pression fiscale repose sur les impôts injustes qui frappent avant tout les moins aisés. Moins on taxe le capital, plus on impose le travail. Ainsi, la CSG va encore augmenter. En l'espace de vingt ans, cet impôt inégalitaire a été multiplié par 6,7 et est désormais la deuxième source de recettes pour l'État derrière l'autre impôt injuste, la TVA, qui a augmenté de 73 % sur la même période. Les deux petites mesures annoncées pour

ces cadeaux faits aux grandes entreprises, l'évasion fiscale reste estimée à plus de 20 milliards en France par an pour les seuls grands groupes.

D'autant que, depuis le Brexit, le gouvernement ambitionne de concurrencer la City et d'attirer le monde de la finance.

L'évasion fiscale reste estimée à plus de 20 milliards par an pour les grands groupes.

Le taux d'impôt sur les revenus de la propriété intellectuelle (marques, brevets technologiques...) a été réduit à 15 %. Le gouvernement Macron a annulé la taxe sur les transactions financières journalières (qui cible spé-

cifiquement le trading haute fréquence) votée en 2016 et retarde au maximum celle en préparation à échelle européenne... « La course au moins-disant fiscal entraînée par les paradis fiscaux s'accélère, constate Manon Aubry. De peur que les grands groupes ne quittent le territoire, les gouvernements baissent le taux de l'IS de 33,3 % à 25 % en France, d'ici à 2022. » Le gouvernement se justifie par la théorie libérale du ruissellement. C'est la croyance que les revenus dégagés par les plus riches seraient réinjectés dans l'économie et bénéficieraient in fine aux plus pauvres. « Mais même le FMI le dit, on n'a jamais eu aucune preuve empirique que cela marchait », rappelle Manon Aubry. ♦

PIERRIC MARISSAL